

Incidence de la crise sanitaire du COVID-19 sur l'endettement des Petites et Moyennes Entreprises de la ville de Bukavu

Incidence of sanitary crisis of COVID-19 on indebted of Small and Medium Enterprises in Bukavu town

Joseph Akilimali Ntererwa, (Msc Student in Finance and teacher researcher)

*Département de Gestion Financière
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Bukavu Centre, République Démocratique du Congo*

Venant Kalimu Lukundji (Msc Student in PME at UCB)

*Représentant Régional d'AMICONGO
Direction Nord-Est de la République Démocratique du Congo*

- Adresse de correspondance :** AMICONGO Direction Nord-Est (RDC)
BP. 68 Cyangugu
CONGO
- Déclaration de divulgation :** Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
- Conflit d'intérêts :** Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts
- Citer cet article :** Akilimali Ntererwa, J., & Kalimu Lukundji, V. (2020). Incidence de la crise sanitaire du COVID-19 sur l'endettement des Petites et Moyennes Entreprises de la ville de Bukavu. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 1(2), 230-247. <https://doi.org/10.5281/zenodo.4027483>

DOI: 10.5281/zenodo.4027483

Published online: 15 September 2020

Copyright © 2020 – IJAFAME



Incidence de la crise sanitaire du COVID-19 sur l'endettement des Petites et Moyennes Entreprises de la ville de Bukavu

Résumé

Dans le sillage de la crise sanitaire du COVID-19, une violente crise économique menace l'ensemble des pays touchés. Les décisions prises pour limiter la propagation se répercutent sévèrement sur les économies locales notamment les PME, particulièrement touchées par ce phénomène, sont les principales victimes de ladite crise actuelle.

L'objectif de ce papier est d'évaluer l'incidence de la crise sanitaire du COVID-19 sur l'endettement des PME de la ville de Bukavu en République Démocratique du Congo. Notre choix a porté sur les PME étant donné qu'elles représentent un segment important de l'économie en général et particulièrement l'économie congolaise. Elles jouent un rôle très significatif tant au niveau social qu'au niveau économique. Pour atteindre notre objectif, 139 PME ont constitué notre échantillon d'étude.

Pour analyser les données, nous avons fait recours à une méthodologie basée sur la régression tronquée. A l'issue de cette analyse, les résultats obtenus via le logiciel STATA 12 montrent que l'endettement est statistiquement significatif au seuil de 1% ($p=0.000$) et a une influence positive sur la crise sanitaire du COVID-19. Ces résultats montrent que malgré la crise sanitaire du COVID-19, les Petites et Moyennes Entreprises de la ville de Bukavu remboursaient difficilement leurs dettes contractées auprès des institutions financières, mais malheureusement le remboursement ne se faisait pas conformément aux closes contractuelles.

Les résultats révèlent également que la crise sanitaire a été à l'origine de plusieurs problèmes empêchant les PME de fonctionner comme il se doit, à savoir : la fermeture des frontières, le confinement, la dépréciation de la monnaie congolaise, la carence des devises étrangères, etc. Ce qui implique que le gouvernement congolais et/ou les partenaires financiers devraient donner des aides financières aux PME (par exemple les subventions) en vue d'améliorer les difficultés de trésorerie pendant ce temps de la crise sanitaire du COVID-19.

Mots clés : crise sanitaire, endettement, COVID-19, confinement.

Classification JEL :

Type de l'article : Recherche appliquée

Abstract

In the wake of sanitary crisis of COVID-19, a significant economic crisis has affected different touched countries. The decisions taken to limit the spreading of the virus are hardly having negative impact on local economies. The Small and Medium Enterprises particularly touched by this virus are the main victims of the current crisis.

The main purpose of this study is to evaluate the incidence of sanitary crisis of COVID-19 on indebted Small and Medium Enterprises in Bukavu town in Democratic Republic of the Congo. Our choice has pointed on Small and Medium Enterprises for they represent a significant segment of Congolese economy. They play a very significative role both on social and economic levels.

To reach our objective, 139 Small and Medium Enterprises were our sample of study. To analyse the data, we used a methodology based on truncated regression.

Considering this analysis, the obtained results via STATA 12 software, showed us that the indebted is statistically significant on the level of 1% ($p=0.000$) and has a positive influence on the sanitary crisis of COVID-19. This results show that although the sanitary crisis of COVID-19, the Small and Medium Enterprises of Bukavu town were hardly paying back their contracted debts to financial Institutions but unfortunately the reimbursement were not being done in the respect of contractual agreement.

The results also show that the sanitary crisis has been the source of many problems preventing enterprises to run their business normally such as the closing of borders, lockdown, the depreciation of the Congolese currency, the square of foreign currencies, etc. That's why the Congolese government and/or the financial partners should give financial aids to Small and Medium Enterprises (for example subventions) in order to improve difficulties of treasury.

Key words: sanitary crisis, indebtedness, COVID-19, lockdown.

JEL Classification :

Paper type : Empirical research

1. Introduction

Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) jouent un rôle important dans l'économie de nombreux pays en général, et particulièrement dans ceux en voie de développement, où elles représentent entre 80 et 95% des entreprises actives (Lavigne & Josée St-Pierre, 2007 cités par Khuabi & Mayinga, 2020), notamment en République Démocratique du Congo (RDC) (CADICEC-Information, 1998).

A cet effet, c'est depuis l'année 1918 que l'humanité fut confrontée à une pandémie, posant des défis sanitaires, politiques et sociaux de manière dramatique (Oudda, et al., 2020), ainsi qu'une situation d'instabilité économique (Bakour & Ouassou, 2020). Quelques années plus tard précisément en décembre 2019, le monde fut encore confronté par une nouvelle crise sanitaire du COVID-19, et a lourdement frappé les secteurs clés de l'économie mondiale, en l'occurrence le tourisme, l'industrie, le textile, le transport, le commerce international, le commerce transfrontalier, etc. Pour cela, les TPE sont les familles d'entreprises les plus impactées par cette crise sanitaire et auront du mal à résister avec un pourcentage de 90% contre 8% pour les PME (Oudda, et al., 2020). Les Petites et Moyennes Entreprises de la RDC en général et de la ville de Bukavu en particulier n'ont pas été épargnées par cette pandémie, qui a accentué le chômage suite aux pertes de postes d'emplois et l'arrêt des activités dans certaines entreprises notamment : les bars, les restaurants, les salles de fête, les terrasses, etc. Pour répondre aux différentes préoccupations des opérateurs économiques, Amazon a recruté en mars 2020 plus de 100000 personnes pour faire face à l'augmentation des achats en ligne (Terrasson, 2020).

Cependant, les difficultés d'accès au financement restent l'un des principaux obstacles à la création, la survie et la croissance des PME en général, et en particulier les plus innovantes. La crise ne fait qu'augmenter les difficultés, alors que les PME et les entrepreneurs souffrent d'un double choc : (1) une chute dramatique de la demande en termes de biens et de services et (2) un resserrement des conditions de crédits, qui affectent durement leurs flux de trésorerie (OCDE, 2009). Alors que, la structure de financement, et plus particulièrement, le ratio d'endettement d'une entreprise est influencé par de nombreux facteurs : sa taille, sa croissance, son secteur d'activité ou encore les garanties dont elle dispose sont des exemples de facteurs capables d'influencer le ratio d'endettement d'une entreprise (Laura, 2015). Plus l'entreprise a des garanties à fournir auprès des banques, plus la probabilité qu'elle puisse recourir à la dette sera élevée. Il est donc plus difficile d'emprunter pour les petites entreprises qui ont moins des garanties à leur disposition, à plus forte raison si le contexte économique n'est pas favorable.

En effet, la COVID-19 a débuté à Wuhan en Chine depuis décembre 2019 (Brüssow, 2020 ; Fauci et al. 2020) et vu sa propagation rapide sur le territoire chinois avec un taux de mortalité élevé, l'Organisation Mondiale de la Santé a été par la suite, alertée sur ce virus et a fini par déclarer que cette nouvelle épidémie, et qui s'est étendue à plusieurs régions du monde, constitue une urgence de santé publique de portée internationale. Elle a affecté les dépenses de consommation privée (transports, loisirs, commerce de détail, etc.) et fait baissé les activités manufacturières. La présence de cette pandémie du COVID-19 en RDC en général et dans la ville de Bukavu en particulier a paralysé beaucoup d'activités économiques et a amené même certaines entreprises en arrêt partiel ou total. Les frontières ont été fermées suite aux mesures barrières édictées par les autorités nationales. Pour cela, depuis mars 2020, les indicateurs macro-économiques de la RDC sont en régression, la monnaie locale s'est dépréciée davantage et le contexte économique a en effet été fortement bouleversé : la RDC ayant une économie extravertie, elle est très dépendante de ses échanges avec le reste du monde, et les recettes ne suffisent pas, alors que les dépenses sont toujours importantes. Selon le Fonds Monétaire International (2020), l'impact économique de la crise sanitaire du

COVID-19 en RDC sera probablement sévère, avec une baisse de -2,2% du PIB congolais. Pour ce faire, il a débloqué 363,27 millions de dollars afin d'aider la RDC, dans le cadre de son dispositif « Facilité de crédit rapide » (FCR).

Les travaux de Thiam & Ndiaye (2020) ont montré que les pays les moins connectés et équipés doivent renforcer leurs investissements en productivité technologique pour mieux faire face aux effets de la pandémie et réduire la fracture numérique.

Deux arguments complémentaires justifient l'importance de cette étude. Premièrement, l'économie de la République Démocratique du Congo en générale et de la ville de Bukavu en particulier étant extravertie, c'est-à-dire, focalisée vers les importations, avec la crise sanitaire du COVID-19, certaines entreprises n'arrivaient pas à s'approvisionner faute de la fermeture des frontières conformément à l'ordonnance Présidentielle numéro 20/014 du 24 mars 2020 portant proclamation de l'état d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de COVID-19. Deuxièmement, la majorité de Petites et Moyennes Entreprises de la RDC en général et de la ville de Bukavu en particulier recourent à l'endettement pour financer leur actif circulant en demandant même un montant supérieur à leurs capitaux propres. Les travaux de Peltoniemi & Vieru (2013), ont montré que la micro finance est l'une des sources financières adaptées aux petites et moyennes entreprises (PME). Elle offre aux entrepreneurs l'opportunité de stimuler leur expérience, d'accroître l'échelle de leurs activités et de devenir de plus en plus compétitifs. Elle contribue ainsi à la croissance et à la survie des PME (Alhassan, et al., 2016). Par conséquent, l'accès au crédit accroît la compétitivité et les profits des entreprises (Oborah, 2014).

L'analyse de l'incidence de la crise sanitaire du COVID-19 sur l'endettement des PME a reçu jusqu'à présent une attention empirique relativement faible. En ce sens que, de nombreuses études existantes se sont intéressées premièrement sur les mécanismes du numérique dans la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 et les défis pour la réduction de la fracture numérique dans le monde (Thiam & Ndiaye, 2020) ; sur les retombées de la crise sanitaire (Oudda, et al. , 2020). Les autres abordent l'aspect de la crise sanitaire et/ou financière soit sur le rationnement de crédit, soit sur le comportement des intermédiaires financiers (Achibane& Chakir, 2019 ; Hervé, 2010 ; Aissata, 2012 ; Akilimali, et al., 2020). D'où, la quasi inexistence de l'étude portant sur l'incidence de la crise sanitaire du COVID-19 sur l'endettement des PME de la ville de Bukavu.

Eu égard, à cette situation qui pèse sur les activités des PME sous examen, cette étude sera orientée vers la question suivante : quelle est l'incidence de la crise sanitaire du COVID-19 sur l'endettement des PME?

Dans ce papier, il sera question d'examiner dans les lignes qui suivent dans un premier temps, la revue de la littérature et le développement des hypothèses, dans le second temps, la méthodologie utilisée dans cette recherche et enfin, de commenter et discuter les résultats obtenus avant de les conclure.

2. Revue de la littérature et développement des hypothèses

2.1. Contexte

2.1.1. Crise sanitaire du COVID-19

La COVID-19 provoque des maladies pouvant aller d'un simple rhume à des pathologies graves telles que le SRAS (Syndrome Respiratoire Aigu Sévère) qui est une maladie infectieuse causée par un virus appartenant à la famille de coronavirus.

Les coronavirus sont des virus de taille modérée (100-150 nm), de forme arrondie contenant un ARN monocaténaire, la présence de projections membranaires à la surface du virus en forme de couronne est à l'origine de sa dénomination. Il existe deux stéréotypes connus de coronavirus humain : 229-E et OC 43. La COVID-19 provoque chez l'homme des pathologies respiratoires habituellement bénignes comme le rhume. Elle est retrouvée avec

une incidence de 15 à 25 /100 personnes (Treanor & Falsey, 1999). Le coronavirus a aussi été impliqué dans des symptomatologies respiratoires plus sévères dans un cadre nosocomial chez le nouveau-né et chez l'adulte. Une pneumonie à coronavirus a été rapportée au décours d'une greffe de moelle. Ce virus est relativement résistant au milieu extérieur pouvant survivre 6 jours en suspension et près de 3 heures sur des surfaces sèches inertes suggérant une fois encore un autre mode potentiel de contamination.

Les données obtenues chez l'animal permettent de compléter le spectre clinique potentiel des coronavirus. Le coronavirus bovin est associé à une symptomatologie digestive majeure à type de diarrhée (Fukutomi et al., 1999). Le coronavirus associé au SARS donne pour l'instant, une symptomatologie essentiellement respiratoire. Des formes à prédominance digestive ont été identifiées à Hong Kong.

L'analyse des données de l'épidémie peut permettre en plus des renseignements déjà connus sur les coronavirus d'évaluer le mode de transmission de ce pathogène. Le mode de transmission prédominant dans la phase initiale de l'épidémie semble être la voie respiratoire avec une transmission de type « gouttelettes ». Ceci est étayé par les charges virales élevées au niveau des sécrétions respiratoires montrées par Drosten (2003). Dans le cas du SARS, les premières analyses montrent que la contamination nécessite un contact prolongé et répété avec un malade présentant une symptomatologie pulmonaire.

Le 11 mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé a qualifié la situation mondiale liée au COVID-19 de pandémie, l'épidémie étant désormais mondiale, elle est sévère et contagieuse. La maladie se traduit par des cas de pneumopathie pouvant entraîner la mort, particulièrement chez les personnes fragiles. La crise sanitaire mondiale provoquée par la pandémie de COVID-19 a justifié la mise en place d'une procédure de confinement dans de nombreux pays, et a entraîné la fermeture des frontières, un brutal ralentissement des échanges commerciaux et d'économie mondiale.

Au Maroc, l'envergure de la pandémie a relevé des défis majeurs que les décideurs ont dû affronter à travers une série de mesures et de garde-fous qui permettent de préserver l'équilibre de l'économie nationale par le biais de la régulation et de la protection (Oudda, et al., 2020). Même s'il est très tôt pour consolider l'ensemble des actions prises face à cette pandémie, le Maroc a montré une vigilance à travers son engagement depuis l'apparition de la pandémie à étudier et à prévenir les défis. Mais, cette crise lui a permis également d'identifier ses carences en vue de les mettre en cause dans ses prochaines orientations économiques, et pousse les dirigeants à mener une réflexion quant à l'idée de priorisation de certains secteurs essentiels à la marche de la roue économique du pays.

2.1.2. L'endettement

L'endettement auprès des marchés (monétaire et obligataire) et des établissements de crédit voir même l'autofinancement constituent les principaux modes de financement des sociétés non financières. Ainsi, la source principale d'endettement des PME provient des banques (Rapport de la Banque Nationale de Belgique, 2012). Les PME dépendent fortement de l'endettement malgré les mesures destinées à faciliter leur accès aux marchés financiers. L'endettement peut se faire par l'intermédiaire d'emprunts ou de crédits bancaires.

2.1.3. Les théories sur l'endettement

Il y a deux théories essentielles qui parlent sur l'influence de l'endettement des entreprises à savoir : la théorie du financement hiérarchique et la théorie du market timing.

Pour ce qui concerne la théorie du financement hiérarchique ou pecking order theory, elle émet l'idée que les entreprises privilégient généralement le financement interne au financement externe. Ici, il n'est plus question de trouver une structure de financement optimale, mais de hiérarchiser les types de financement. Selon cette théorie et par ordre de préférence, les entreprises se financent d'abord par des sources internes de financement, dont

les coûts d'émission sont moindres. Si le financement interne ne suffit pas, elles recourent alors au financement externe, en privilégiant toutefois l'endettement et l'émission d'obligations à l'émission d'actions, la règle étant dans la limite du possible de favoriser l'émission des titres les moins coûteux et les moins risqués (Yaakoubi & Riahi, 2007).

Ainsi, le travail de Cherif (1999) a identifié trois raisons qui permettent d'expliquer pourquoi l'activité des PME est plus risquée que celle des grandes entreprises. Ces raisons sont notamment : (1) le risque d'exploitation, (2) l'asymétrie d'information et en fin (3) la dépendance de l'actionnaire minoritaire vis-à-vis de l'actionnaire majoritaire et des conflits d'intérêts qui en découlent.

S'agissant de la théorie de market timing, elle est une théorie la plus récente en matière de structure de financement. Son but est de bénéficier des fluctuations du coût des actions en comparaison au coût d'autres formes de capital. Les entreprises auraient ainsi, davantage à recourir à la dette et au rachat d'actions lorsque les marchés boursiers sont à la baisse (Baker & Wurgler, 2002).

Plusieurs autres théories visent à expliquer le choix que fait une entreprise entre le financement par endettement et le financement par augmentation de capital. Ce choix désigne la structure financière de l'entreprise. Cela permet le financement des actifs étant donné qu'il peut affecter la valeur de l'entreprise. Modigliani et Miller (1958) proposent le théorème de neutralité de la structure de financement selon lequel, dans un monde sans frais de transaction, en présence de parfaite symétrie d'information, de marchés efficients et d'absence de fiscalité, la valeur d'une entreprise serait indépendante de sa structure de financement. Il serait donc inutile de rechercher un ratio d'endettement sur fonds propres optimal. En 1963, Modigliani et Miller amendent toutefois ce théorème en introduisant la présence d'imposition sur les bénéfices des sociétés. Selon cette théorie, une entreprise endettée aurait plus de valeur qu'une entreprise non endettée grâce à la déductibilité fiscale des charges de sa dette. Toutefois, une dette excessive peut impliquer d'importantes charges avec pour conséquence d'augmenter le risque de faillite de l'entreprise. Ainsi, il existe un incitant à lever de la dette jusqu'à un certain point où la structure de capital est optimale. Marris (1964) mentionne l'existence d'un point d'endettement maximal. Mais, selon Myers (1977), ce point d'endettement est atteint lorsque l'entreprise maximise sa valeur de marché.

3. L'effet de levier

L'effet de levier financier désigne l'incidence de la structure financière de l'entreprise sur la rentabilité des capitaux propres. Sous certaines conditions, l'appel à l'endettement permet, grâce à un effet dit de « levier », d'accroître la rentabilité des capitaux propres. Il faut donc montrer la part de la rentabilité des capitaux propres qui provient de l'activité économique de l'entreprise (ROI) et celle qui est imputable au mode de financement (effet de levier financier).

Cependant, nous pouvons définir l'effet de levier comme étant l'impact positif que peut avoir l'utilisation judicieuse de l'endettement sur la rentabilité financière de l'Entreprise (Welé, 2020).

L'effet de levier sera d'autant plus important que le ratio dette/CP (appelé ratio Gearing), amplifiant ainsi le différentiel de rentabilité (Rentabilité économique – coût de la dette).

En effet, il s'avère que sur la durée, seule la rentabilité économique suffisante est le gage d'un niveau de rentabilité des capitaux propres satisfaisant, car si les dettes contractées pour investir coûtent (taux d'intérêt) moins qu'elles ne rapportent (rentabilité économique) la rentabilité financière est impactée à la hausse. Si une Entreprise peut emprunter des capitaux moyennant un coût égal à 6% et que suite à ce financement, elle voit son activité s'accroître en réalisant 9% de rentabilité, l'effet de levier est alors positif. Dans le cas contraire, on parlera d'effet de massue. L'intérêt de l'effet de levier est de mettre en valeur l'origine de

rentabilité des capitaux propres, savoir s'il s'agit d'une construction financière favorable ou bien d'une véritable performance opérationnelle/économique née d'une exploitation judicieuse de l'outil productif.

Ceci dit, il ne faut pas oublier que si l'endettement peut être source d'amélioration de la rentabilité des fonds propres, il peut tout autant être source de fragilisation de la solvabilité de l'entreprise, voire-même mettre en péril sa continuité d'exploitation.

Pour une entreprise non endettée on sait que :

- Rentabilité financière = $Re (1 - \text{impôt})$
- $Re = \frac{RNE}{\text{Investissement ou actif économique}}$
- Pour une entreprise endettée :
- Rentabilité financière = $[Re + (Re - i) \frac{D}{K}] (1 - \text{impôt})$
- D'où :
- Re : rentabilité économique
- D : Dettes financières
- i : taux d'intérêt
- K : Capitaux propres

Ainsi :

1. lorsque : $Re = i$, l'effet de levier est nul, c'est-à-dire que la structure financière est neutre quant à la rentabilité des capitaux propres.

2. Si $Re > i$: l'effet de levier est positif, le recours à la dette permet donc à la firme d'augmenter sa rentabilité financière grâce à l'économie d'impôt réalisée suite à la déductibilité fiscale et les charges d'intérêt.

3. Si $Re < i$: l'effet de levier est négatif, c'est-à-dire que celui-ci se transforme en effet de massue, dégradant ainsi la rentabilité des fonds propres.

Il en résulte que plus l'entreprise est endettée, plus important sera le bras de levier, mais il ne faut pas conclure que la dette est infiniment susceptible d'être accrue, car plus la firme s'endette, plus elle court de risques, plus sera élevé le taux d'intérêt i , et donc moins le différentiel de rentabilité $Re - i$ sera important, et par voie de conséquence le levier de Gearing.

Cela n'empêche que l'autofinancement ne peut non plus être considéré comme étant la meilleure stratégie financière (coût d'opportunités).

❖ **Démonstration comptable :**

Soit la rentabilité économique :

- $Re = \frac{EBE \text{ ou } RNE}{\text{Actif économique}}$
- Avec : Actif économique = Actif immobilisé + BFR
- La rentabilité financière s'écrit pour sa part :
- Rentabilité financière = $\frac{\text{Résultat Net}}{\text{Fonds Propres}} = \frac{(EBE - FF)}{FP}$

Avec :

- FF = frais financiers soit le produit des dettes D par le taux d'intérêt i
- FP = Fonds propres (capitaux propres)
- Sachant que : $K = \text{Actif} = \text{Passif}$ (endettement noté D + fonds propres FP)

Quand une entreprise entreprend un projet d'investissement et qu'elle emprunte pour financer cet investissement, elle s'attend à ce que le résultat d'exploitation dégagé par la nouvelle activité soit supérieur aux charges financières induites par l'endettement.

3.1. Développement des hypothèses

Laura (2015) a montré que l'incidence de la crise économique et financière de 2008 sur l'endettement des PME est négative et que la proportion des actifs financés par la dette a ainsi diminué durant la période qui a suivi la crise.

H1 : La crise sanitaire du COVID-19 aurait un impact négatif sur l'endettement des PME.

Ainsi, les PME plus grandes auraient davantage à recourir à l'endettement pour se financer. Cette hypothèse est en accord avec la théorie du compromis, mais entre en contradiction avec la théorie du financement hiérarchique selon laquelle les entreprises plus grandes devraient disposer de bénéfices plus importants et donc ont suffisamment de ressources internes pour ne pas devoir dépendre de sources de financement externes.

H2 : la crise sanitaire du COVID-19 aurait un impact positif sur la taille de l'entreprise.

Cependant, les PME plus âgées auraient davantage recours à l'endettement pour se financer. Cette hypothèse est en accord avec la théorie du compromis, mais entre en contradiction avec la théorie du financement hiérarchique selon laquelle les entreprises plus âgées devraient disposer de bénéfices plus importants et donc ont suffisamment de ressources internes pour ne pas devoir dépendre de sources de financement externes.

De plus, les entreprises plus âgées pourraient bénéficier d'une réduction de leurs coûts d'agence du fait de leur meilleure réputation et de leur expérience qui envoient un signal positif aux investisseurs (Adair & Adaskou).

H3 : la crise sanitaire du COVID-19 aurait un impact positif sur l'âge de l'entreprise

4. Méthodologie de recherche

3.1. Techniques de collecte des données

3.1.1. Présentation de la population

Cette étude porte exclusivement sur les données primaires collectées auprès des dirigeants des PME de la ville ayant sollicité une dette (crédit) au cours de l'année 2019 ou bien 2020 et dont le remboursement devrait intervenir pendant la période de la crise sanitaire du COVID-19 ainsi que les données secondaires. La littérature empirique a montré que les propriétaires des PME et/ou les gérants sont au centre de toutes les décisions des PME.

Selon le rapport de l'Inspection Provinciale des Petites et Moyennes Entreprises et Artisanats du Sud-Kivu 2018 (IPMEA/SK), la population des PME de la ville de Bukavu est de 2.143 entreprises. Cette population d'étude se trouve dans la ville de Bukavu, la principale ville de la province du Sud-Kivu.

3.1.2. Présentation de l'échantillon

Vu plusieurs contraintes entre autres finances, temps, etc., nous avons eu du mal à mener nos enquêtes sur toutes les PME de la ville de Bukavu. N'ayant pas pu trouver une base de sondage, l'échantillonnage non probabiliste « par méthode des itinéraires » a été utilisé pour cette étude. On demandait au répondant s'il a bénéficié un crédit au cours de l'année 2019 ou avant le 18 mars 2020, date à laquelle l'Etat d'urgence fut décrété par le Président de la République Démocratique du Congo.

L'enquête a porté sur un échantillon de 175 PME. L'échantillon est constitué des propriétaires des PME et/ou les gérants ayant une expérience d'au moins deux ans dans la direction de leurs PME.

La récolte des données au sein des PME s'est faite de façon intermittente du 10 juillet au 17 juillet 2020 avec une équipe de 4 étudiants de deuxième année de licence en économie et de gestion. Ces étudiants ont été préalablement formés pour éviter, sinon réduire, le biais lié à l'enquêteur. La formation portait sur la manière de mener l'enquête en mettant un accent particulier sur l'évaluation hypothétique du service et s'est faite en une journée.

L'enquête s'est déroulée dans l'enceinte des PME. Avant de commencer nos enquêtes par une brève introduction auprès de nos enquêtés, en leur expliquant le bien-fondé de notre recherche, nous leur demandions leur consentement sur le déroulement des enquêtes, le questionnaire était lancé une fois leur accord était donné.

Ainsi, les questionnaires d'enquête leur étaient soumis pendant qu'ils exerçaient leurs activités. Dans le cas où les dirigeants estimaient qu'ils n'étaient pas disposés à répondre directement aux questions, le questionnaire leur était laissé moyennant des explications. Un rendez-vous court était convenu entre les deux parties pour récupérer le questionnaire.

Au total 175 questionnaires ont été administrés. Un suivi régulier nous a permis de collecter 157 questionnaires suite à la perte de certains questionnaires laissés aux enquêtes. Parmi les 157 questionnaires collectés, nous n'avons retenu que 139 questionnaires bien complétés, soit un taux de réponse de 79%.

3.2. Technique de traitement des données

Dans cette étude, nous nous sommes inspirés des modèles développés par Abdullah & Mansour (2020), Laura (2015), et Imane (2016) qui ont mené des études presque similaires sur la propagation du COVID-19 ainsi que sur l'endettement des PME respectivement en Egypte, en Belgique, et au Maroc.

3.2.1. Mesure des variables

a. La variable dépendante

La crise sanitaire du COVID-19 (CRISA) est la variable dépendante. C'est une variable qualitative. Elle est mesurée à travers la vitesse de vente des PME. Dans la grille de codification cette variable prendra la valeur 1 si la vitesse de vente des PME est élevée au moment de la crise sanitaire du COVID-19, 2 si elle est très élevée, 3 si elle est moyenne, 4 si elle est faible, 5 si elle est très faible.

b. La variable indépendante

L'endettement des PME (ENDETTE) est la variable indépendante. C'est une variable quantitative. Elle exprime le poids des capitaux externes engagés par les créanciers dans l'Entreprise. Elle est mesurée par les dettes à court terme sur le total du bilan (DCT/Total du bilan) (Holmes & Cassar, 2003).

Dans la grille de codification cette variable prendra la valeur 1 si la valeur des dettes à court terme sur le total du bilan est comprise entre 1 à 500 dollars, la valeur 2 si elle est comprise entre 501 à 1000 dollars, la valeur 3 si elle est comprise entre 1001 à 1500 dollars, la valeur 4 si elle est comprise entre 1501 à 2000 dollars et la valeur 5 si elle est de plus de 2001 dollars.

c. Variables de contrôle

La taille de l'entreprise (TAE) est la variable de contrôle. C'est une variable quantitative. Pour mesurer cette variable, la littérature empirique nous propose trois critères à savoir : le total de l'actif correspondant au total du bilan, le chiffre d'affaires ainsi que l'effectif moyen du personnel (Fathi & Gailly, 2004). Pour le cas de notre travail, nous avons mesuré cette variable par l'effectif moyen du personnel.

Dans la grille de codification cette variable prendra la valeur 1 si l'effectif moyen du personnel est compris entre 1 à 5, la valeur 2 s'il est compris entre 6 à 10, la valeur 3 s'il est compris entre 11 à 15 et la valeur 4 s'il est de plus de 16 personnels.

L'âge de l'entreprise ou l'ancienneté (AGE) est une variable de contrôle. Elle est une variable quantitative. L'âge de l'entreprise est mesuré depuis son année de création.

3.2.2. La régression tronquée

Nous avons recouru au modèle économétrique pour tester l'incidence de la crise sanitaire du COVID-19 sur l'endettement des PME. Nous avons opté pour le modèle tronqué étant

donné que la variable dépendante est un indice compris dans un intervalle de 1 à 5. Un échantillon est dit tronqué lorsque les individus pour lesquels la variable y_i^* est observable et $y_i^* > c_i$ dans le cas contraire, l'échantillon est dit censuré à gauche. On suppose toujours que la variable y_i^* inobservable, mais, il n'est peut-être observable que si sa valeur est supérieure à un certain seuil c_i . L'estimation des paramètres de notre modèle a été obtenue en recourant à la méthode de maximum de vraisemblable.

$$y_i = y_i^* \text{ si } y_i^* > c_i c_i \text{ sinon}$$

Avec $c_i = 1 \dots N$

Notre modèle empirique est présenté par l'expression ci-dessous :

$$CRISA = \beta_0 + \beta_1 ENDETTE + \beta_2 TAE + \beta_3 AGE + \mu_i$$

5. Résultats et discussions

5.1. Présentation des résultats

Tableau 1 : les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 dans la ville de Bukavu

| Conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 | Modalités | Fréquences | Pourcentages | Pourcentages cumulés |
|---|----------------------------|------------|---------------|----------------------|
| Au niveau des achats | Augmentation significative | 33 | 23.74 | 23.74 |
| | Augmentation normale | 18 | 12.95 | 36.69 |
| | Rien du tout | 12 | 8.63 | 45.32 |
| | Régression normale | 45 | 32.37 | 77.69 |
| | Régression significative | 31 | 22.30 | 100.00 |
| | Total | 139 | 100.00 | |
| Au niveau de vente | Augmentation significative | 26 | 18.71 | 18.71 |
| | Augmentation normale | 24 | 17.27 | 35.97 |
| | Rien du tout | 20 | 14.39 | 50.36 |
| | Régression normale | 24 | 17.27 | 67.63 |
| | Régression significative | 45 | 32.37 | 100.00 |
| | Total | 139 | 100.00 | |
| Au niveau d'effectif de travailleur | Augmentation significative | 25 | 17.99 | 17.99 |
| | Augmentation normale | 32 | 23.02 | 41.01 |
| | Rien du tout | 32 | 23.02 | 64.03 |
| | Régression normale | 33 | 23.74 | 87.77 |
| | Régression significative | 17 | 12.23 | 100.00 |
| | Total | 139 | 100.00 | |
| Au niveau de paiement des taxes et redevances | Augmentation significative | 47 | 33.81 | 33.81 |
| | Augmentation normale | 43 | 30.94 | 64.75 |
| | Rien du tout | 27 | 19.42 | 84.17 |
| | Régression normale | 7 | 5.04 | 89.21 |
| | Régression significative | 15 | 10.79 | 100.00 |
| | Total | 139 | 100.00 | |
| Au niveau du recouvrement de la dette envers les clients | Augmentation significative | 18 | 12.95 | 12.95 |
| | Augmentation normale | 36 | 25.90 | 38.85 |
| | Rien du tout | 21 | 15.11 | 53.96 |
| | Régression normale | 40 | 28.78 | 82.73 |
| | Régression significative | 24 | 17.27 | 100.00 |

| | Total | 139 | 100.00 | |
|--|----------------------------|------------|---------------|--------|
| Au niveau de prix de vente des produits | Augmentation significative | 38 | 27.34 | 27.34 |
| | Augmentation normale | 37 | 26.62 | 53.96 |
| | Rien du tout | 12 | 8.63 | 62.59 |
| | Régression normale | 20 | 14.39 | 76.98 |
| | Régression significative | 32 | 23.02 | 100.00 |
| | Total | 139 | 100.00 | |

Source : nos analyses à partir de stata 12

De très nombreuses personnes dans les pays touchés par la crise sanitaire du COVID-19 en général et particulièrement la République Démocratique du Congo sont confinées chez elles, suite aux mesures mises en place par le gouvernement pour freiner la propagation du COVID-19. Cette nouvelle façon de vivre au quotidien a eu des répercussions directes sur les comportements d'achat de tous, et notamment sur la fréquentation des commerces de proximité.

A travers les résultats de l'enquête, nous venons de remarquer que la crise sanitaire du COVID-19 a causé une régression normale au niveau des achats dans les PME suite à la fermeture des frontières, à la rareté de devises étrangères dans les banques commerciales. Il en est de même au niveau de vente suite à la fermeture de certaines entreprises (bars, restaurants, salles de fête, etc.) d'une part et la mise de certains travailleurs en congé technique et au licenciement massif d'autre part, cela ne pouvaient plus permettre la circulation de la monnaie. Aussi, le système de travail des agents en quinzaine avait également réduit les rémunérations en deux, la dépréciation de la monnaie congolaise n'a pas laissé indifférente la mévente.

Quant à l'effectif du personnel, les résultats de l'enquête montrent qu'il y a eu une régression normale suite à la pandémie de la COVID-19. Les agents restants faisaient la permanence au travail et devraient requérir une certaine polyvalence pour couvrir les travaux qui devraient être fait par les autres. Par contre, en rapport avec les créances, les entreprises n'ont pas su recouvrer les dettes auprès des créanciers suite au manque de liquidité. Cette situation a plongé les entreprises dans des conditions difficiles de pouvoir aussi faire face à tous les engagements y afférents.

Aujourd'hui les grandes entreprises peuvent disposer de moyens pour faire face à la crise, il n'en est pas de même pour les PME par manque de flux de trésorerie. Face à cette crise sanitaire, les PME sont les plus exposées, le danger réside surtout au sein des entreprises qui se sont endettées du fait de la reprise des activités économiques et qui, aujourd'hui, doivent faire face à des dépenses importantes non couvertes par des recettes immédiates. Pour une PME qui attend le paiement d'un client, le risque est de voir le délai de paiement de son client s'allonge par manque des liquidités. A son tour, les PME éprouveront des difficultés à payer ses fournisseurs et pourront se retrouver dans une situation délicate. Cette situation peut causer des faillites en cascade.

S'agissant, de la conséquence de la crise sanitaire du COVID-19 au niveau de prix de vente des produits, les résultats montrent qu'il y avait une augmentation significative de prix. Cela se justifie par plusieurs raisons entre autres : la fermeture des frontières, la dépréciation de la monnaie congolaise, la mauvaise volonté des opérateurs économiques malgré la suppression de la taxe sur la valeur ajoutée.

Les entreprises qui s'étaient maintenues en dépit de toutes les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 se sont vues forcées à payer les taxes et redevances alors qu'elles devraient bénéficier du moratoire leur accorder par le Président de la République Démocratique du Congo par son message à la nation du 18 mars 2020.

Tableau 2 : les recettes d'exploitation vis-à-vis à la rémunération du personnel et le loyer à payer

| Pendant la COVID-19, les recettes d'exploitation | Modalités | Fréquences | Pourcentages | Pourcentages cumulés |
|---|--------------|------------|---------------|----------------------|
| Au niveau du personnel couvrent-elles leur rémunération | Oui | 19 | 13.67 | 13.67 |
| | Non | 120 | 86.33 | 100.00 |
| | Total | 139 | 100.00 | |
| Au niveau de la location immeuble couvrent-elles le loyer | Oui | 24 | 17.27 | 17.27 |
| | Non | 115 | 82.73 | 100.00 |
| | Total | 139 | 100.00 | |

Source : nos analyses à partir de Stata 12

En exploitant le tableau ci-haut, nous nous rendons compte qu'au niveau de la rémunération du personnel, les recettes d'exploitation ne couvrent pas la rémunération du personnel. C'est pourquoi les entreprises ne pouvaient avoir une autre solution palliative que de mettre les personnels en congé technique et d'autres en retraite anticipée.

En ce qui concerne des recettes d'exploitation au niveau de paiement du loyer, le constat est aussi pareil pour le cas de la rémunération du personnel. Malgré les recettes d'exploitation, les entreprises ont eu du mal à couvrir leurs charges liées au paiement du loyer. Bien que, le Président de la République toujours dans son message à la nation, les bailleurs n'ont pas accepté d'obtempérer à cette décision, car pour les bailleurs, le loyer est une source de revenus pour leur survie. Ainsi, pour faire face à cette difficulté, les entreprises ont d'une part utilisées quelques stratégies dont : les promesses, les ventes de certains de leurs biens et d'autre part les entreprises négociées avec leurs bailleurs pour la réduction du taux de loyer conformément à cette pandémie du COVID-19.

Tableau 3 : le remboursement de crédit

| Variable | Modalités | Fréquences | Pourcentages | Pourcentages cumulés. |
|----------------------|--------------|------------|---------------|-----------------------|
| Remboursement crédit | Oui | 31 | 22.30 | 22.30 |
| | Non | 108 | 77.70 | 100.00 |
| | Total | 139 | 100.00 | |

Source : nos analyses à partir de Stata 12

Le crédit d'une manière générale pouvait bien aider les entreprises à se rentabiliser. Cependant, d'une part le taux d'intérêt est excessif et d'autre part la crise de la COVID-19 est venue déstabilisée les opérateurs économiques. La majorité de ces opérateurs remboursaient difficilement le crédit qu'ils ont contracté avant la crise sanitaire du COVID-19. Cette difficulté ne se limite pas nécessairement au remboursement partiel de crédit, mais amène certaines institutions financières à vendre certains immeubles hypothécaires aux prix des enchères.

5.2. Résultats de la régression tronquée

L'objectif de ce point est d'analyser l'incidence de la crise sanitaire du COVID-19 sur l'endettement des PME. Le modèle complet comprend 3 variables. L'analyse économétrique a porté essentiellement au modèle tronqué.

Tableau 4 : les résultats tronqués

| Truncated regression | | | | | | |
|------------------------------------|------------------|--|----------------------|----------|---------------|-----------------------------|
| Limit: lower = - | | | Number of obs = 139 | | | |
| upper = + | | | Wald chi2(3) = 14.41 | | | |
| Log likelihood = -214.54173 | | | Prob > chi2 = 0.0024 | | | |
| CRISA | Coef. | | Std. Err. | z | P>z | [95% Conf. Interval] |
| ENDETTE | .2532808 | | .0682717 | 3.71 | 0.000 | .1194707 .3870909 |
| AGE | -.0106998 | | .0185936 | -0.58 | 0.565 | -.0471426 .025743 |
| TAE | -.1218068 | | .1093937 | -1.11 | 0.266 | -.3362145 .0926009 |
| _cons | 2.897868 | | .2718803 | 10.66 | 0.000 | 2.364992 3.430744 |
| /sigma | 1.132613 | | .0679296 | 16.67 | 0.000 | .9994732 1.265752 |

Source : Calcul des auteurs avec STATA 12

Les résultats présentés dans le tableau 4, montrent que l'endettement est statistiquement significatif au seuil de 1% ($p=0.000$) et a une influence positive sur la crise sanitaire du COVID-19. Ces résultats prouvent que, malgré la crise sanitaire du COVID-19, les Petites et Moyennes Entreprises de la ville de Bukavu remboursaient difficilement leurs dettes contractées auprès des institutions financières, qui malheureusement se faisaient de manière non contractuelle.

Ainsi, pour les institutions financières, lorsqu'elles constatent le retard de remboursement de crédit, elles utilisaient certaines stratégies pour amener les créanciers à pouvoir payer le crédit sollicité notamment : par l'approchement des créanciers d'une à deux fois par appel téléphonique, puis ils poursuivaient cet approchement par les visites auprès des entreprises pour mieux comprendre les difficultés qui ne leur permettaient pas à honorer leur engagement de paiement, si malgré tout cela rien n'est payé, elles procédaient par la pression sociale en envoyant les notes de mise en demeure, soit en utilisant un service extérieur de recouvrement attitré et, si enfin, il n'y a toujours pas la manifestation de bonne foi, elles procédaient par des voies judiciaires.

Suite à cette situation de la crise sanitaire du COVID-19, les PME qui étaient obligées de respecter les mesures barrières par la fermeture de leurs activités notamment : les bars, les restaurants, les salles de fête, etc. et ayant le crédit en cours nous ont montré qu'elles avaient été obligées à liquider certains de leurs biens pour rembourser le crédit afin d'éviter les voix de force.

5.3. Analyse de l'endettement des PME à partir des bilans

L'objectif de ce point est d'analyser l'impact de l'endettement des PME de la ville de Bukavu sur leurs rentabilités via leur bilan fiscal.

Ainsi, nous avons pris en compte quatre entreprises ayant une structure financière différente et une rentabilité économique aussi différente.

Tableau 5 : calcul des rentabilités en dollars

| | Entreprise 1 | Entreprise 2 | Entreprise 3 | Entreprise 4 |
|-------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Capitaux propres | 28 749 | 38757 | 97056 | 586622 |
| Capitaux empruntés | 119669 | 93309 | 0 | 0 |
| Actif économique | 716955 | 7410614 | 460864 | 590952 |
| RNE | 1128 | -25239 | 86137 | 109724 |
| Rentabilité économique | 0,16% | -0, 3% | 18,69% | 18,56% |
| Frais financiers | 43081 | 3434 | 0 | 0 |
| Impôt sur le résultat | 813 | 0 | 5498 | 2206 |
| Bénéfice net | -42766 | -28673 | 80639 | 107518 |
| Rentabilité financière | -5,96% | -9,89% | 17,50% | 18,19% |

Source : Nos calculs via Excel

Ce tableau renseigne sur la situation de quatre entreprises, dont deux entreprises endettées (entreprise 1 et 2) et deux autres non endettées (entreprise 3 et 4).

En ce qui concerne les entreprises endettées, les résultats de l'analyse montrent que pour la première entreprise (E1), la rentabilité économique est positive et est de 0,16% ; cela s'explique par le fait que, lorsqu'un entrepreneur investit avec 1 dollars, ce dernier lui produit 0,16 dollars de bénéfice. Ce bénéfice lui a motivé à contracter un crédit dans une institution financière avec espoir que ce crédit pourrait avoir un impact sur sa rentabilité. Néanmoins, au regard du taux d'intérêt très élevé et du montant de crédit qui est supérieur à ses capitaux propres, la rentabilité financière était révélée négative. Le frais financiers et l'impôt sur le résultat ont impacté négativement la rentabilité de l'entreprise (avec une variation de -5,93%). Cela veut dire que dans E1, l'endettement a eu un impact négatif sur la rentabilité financière de l'entreprise. Ces résultats entrent en contraction avec la théorie de Modgiliani et Miller (1963) qui stipule qu'une entreprise endettée aurait plus de valeur qu'une entreprise non endettée.

Pour la deuxième entreprise (E2), la rentabilité économique est négative suite aux multiples charges qui sont supérieures aux produits de l'entreprise. Pour ce faire, l'entreprise a estimé pouvoir recourir à un crédit qui malheureusement, selon les résultats le taux d'intérêt bancaire étant très élevé, avait conduit à une variation négative du taux de rentabilité financière (-31,97%).

Cependant, par rapport aux deux autres entreprises (E3 et E4), les résultats nous montrent que leur rentabilité économique est positive, cela s'explique par le fait que les produits d'exploitation couvraient les charges d'exploitation. Toutes fois, le paiement d'impôt fiscal avait réduit leurs rentabilités (pour E3, la variation était de 0,068% tandis que pour E4, elle était de 0,02%).

La rentabilité financière dépend négativement du taux d'imposition. Lorsque le taux d'imposition augmente, les investissements voient leur rentabilité diminuer et quitte le secteur (pays). A l'opposé, si le taux d'imposition diminue, il y a des fortes chances d'attirer les investisseurs. C'est un élément du climat des affaires.

5.4. Discussion des résultats

Les résultats de la présente étude révèlent que la crise sanitaire du COVID-19 a conduit à la régression de plusieurs activités dans les PME notamment: les achats, la vente, la facturation, le recouvrement de la dette envers les clients, la manutention, voir même la réduction de l'effectif des travailleurs, etc. Ces résultats se marient premièrement avec ceux trouvés par Lagadec (1993), en montrant que la survie des PME dans un contexte de crise traversent des enjeux majeurs, car généralement, elles sont moins protégées que les grandes entreprises. En effet, les grandes entreprises peuvent repartir les pertes de certaines activités

rentables, alors que les PME, ne peuvent persister durablement dans le déficit. Deuxièmement, Par rapport à ceux de Velimir et al., (2019) ; ils ont montré que la crise sanitaire du COVID-19 a provoqué une forte baisse des activités économiques notamment le commerce, voire même une profonde récession dans certains pays.

S'agissant de la réduction (menace) de l'effectif de travailleurs pendant la crise sanitaire du COVID-19; les résultats trouvés étaient conformes avec le rapport de la Banque Mondiale (2020). Ce dernier a montré qu'au moins 1,76 millions d'emplois sont menacés avec la pandémie du COVID-19 dans ses trois secteurs les plus importants : habillement, le tourisme et la construction.

Les résultats de la régression tronquée nous ont montré que la crise sanitaire du COVID-19 a une incidence positive sur l'endettement des PME, cela veut dire que les Petites et Moyennes Entreprises rembouraient leur crédit contracté auprès des institutions financières avant la crise sanitaire du COVID-19 mais, le remboursement ne se faisait pas à l'échéance suite au manque de liquidité des PME dû à la crise sanitaire du COVID-19. A cet effet, nos résultats ne corroborent pas avec celui de Convergences (2019). Il a montré que la pandémie du COVID-19 a frappé à un moment où la micro finance est à son apogée historique avec environ 139 millions de clients de la micro finance dans le monde. Aussi que, ceux de Katherine et al. (2020), ont montré que le crédit offerts par les ménages pendant la pandémie du COVID-19 leur a permis de faire face aux pertes associés au COVID-19. Cela étant, la micro finance est susceptible d'aggraver les difficultés des PME, plutôt que de soulager leurs crises. Bref, La micro finance, le surendettement et la pandémie du COVID-19 sont donc des crises aggravantes de reproduction qui finiront par avoir un impact négatif sur les progrès des PME.

6. Conclusion

Nous voici au terme de notre recherche qui a porté sur «Incidence de la crise sanitaire du COVID-19 sur l'endettement des Petites et Moyennes Entreprises de la ville de Bukavu».

Ce travail avait comme objectif d'évaluer l'incidence de la crise sanitaire sur l'endettement des PME de la ville de Bukavu. Pour y parvenir, nous avons émis les hypothèses selon lesquelles : la crise sanitaire du COVID-19 aurait un impact négatif sur l'endettement des PME, la crise sanitaire du COVID-19 aurait un impact positif sur la taille de l'entreprise et enfin la crise sanitaire du COVID-19 aurait un impact positif sur l'âge de l'entreprise.

Pour vérifier ces hypothèses et atteindre ainsi l'objectif que nous nous sommes assignés, nous avons fait recours à une méthodologie basée sur l'approche quantitative. Les données ont été recueillies respectivement à l'aide de l'enquête par questionnaire. Pour traiter ces données, le présent travail a fait recours à une régression tronquée.

Les résultats révèlent que la crise sanitaire a été à l'origine de plusieurs problèmes empêchant les entreprises de fonctionner comme il se doit, à savoir : la fermeture des frontières, le confinement, la dépréciation de la monnaie congolaise, le carence des devises étrangères à l'occurrence de dollars, etc.

Les résultats de la régression tronquée montrent que l'endettement est statistiquement significatif au seuil de 1% ($p=0.000$) et a une influence positive. Ces résultats montrent que malgré la crise sanitaire du COVID-19, les Petites et Moyennes Entreprises de la ville de Bukavu rembouraient difficilement leurs dettes contractées auprès des institutions financières, mais malheureusement le remboursement ne se faisait pas conformément aux closes contractuelles.

En termes d'implications managériales, elles concernent la subvention des PME pendant cette crise sanitaire du COVID-19. A cela, il faut que l'Etat envisage une politique d'encadrement des PME en exonérant les barèmes des impôts et des taxes en tenant compte à

cette crise sanitaire du COVID-19, en stabilisant le taux de change par des productions locales pour faciliter les affaires aux opérateurs économiques dans le but de créer un bon climat des affaires, en ouvrant les frontières pour permettre la circulation des personnes et de leurs biens tout en respectant les mesures barrières édictées par les autorités nationales.

Pour ce faire, le gouvernement congolais doit répondre généralement à trois types de mesures visant à : (1) soutenir les ventes et lutter contre l'épuisement des fonds de roulement des PME, (2) améliorer l'accès des PME aux liquidités, (3) et aider les PME à maintenir leur niveau d'investissement.

En termes des limites, elles sont de deux ordres. D'un côté, nous avons mené nos analyses à travers les bilans fiscaux des PME de la ville de Bukavu, ces PME ont été choisies de façon aléatoire, peut-être les résultats liés aux bilans de tiroir pouvaient éventuellement donner les résultats différents. Et de l'autre côté, la ville de Bukavu a des centaines de PME, nous n'avons mené nos enquêtes primaires que dans cent trente-neuf PME et nos enquêtes secondaires que dans 4 PME, ceci pouvant biaiser les résultats. Inclure une taille représentative peut conduire à des conclusions plus pertinentes. Toutes ces limites sont autant de pistes pouvant alimenter des recherches futures.

Références

- (1) Abdullah, E. & Mansour, A. (2020). The effect of COVID-19 spread on Egyptian stock market sectors. SSRN-id360873.
- (2) Achibane, M. & Chakir, C. (2019). L'impact de la crise financière sur le comportement des intermédiaires financiers - Entre l'approche conventionnelle et l'approche participative. *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 4(9), pp : 627 – 653.
- (3) Adair, P. & Adaskou, M. (2011). Théories financières et endettement des PME en France : Une analyse en panel. *Revue internationale P.M.E. : économie et gestion de la petite et moyenne entreprise*, 24(3-4), pp : 137-171.
- (4) Aissata, M. (2012). *La crise financière est-elle un rationnement du crédit au Sénégal ?*. Mémoire de DEA, Université de Franche-Comte Besancon.
- (5) Akilimali, J., Mulumeoderhwa, J-J., Murhula, B., & Bahati, P. (2019). Le rationnement de crédit individuel des clients des Institutions de Micro finance de la République Démocratique du Congo: Cas de FINCA/Bukavu. *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 28(3), pp. 640-651.
- (6) Alhassan, E., Hoedoafia, M. & Braimah, I. (2016). The Effects of Microcredit on Profitability and the Challenges of Women Owned SMEs: Evidence from Northern Ghana. *Journal of Entrepreneurship and Business Innovation*, 3(1), pp: 29-470.
- (7) Baker, M., & Wurgler, J. (2002). Market Timing and Capital Structure. *The Journal of finance*, 57(1), pp: 1-32.
- (8) Bakour, C. & Ouassou, S. (2020). Les politiques sociales en contexte du COVID-19 : INDH « Le programme d'amélioration du revenu et inclusion économique des jeunes ». *Revue Internationale du Chercheur*, 1(2), pp : 388 – 410.
- (9) Brüssow, H. (2020). The novel coronavirus-A Snapshot of current knowledge. *Microbial Biotechnology*.
- (10) Cassar, G & Holmes, S (2003). Capital structure and financing of SMEs. *Accounting and Finance*, 43(2), pp: 123-147.
- (11) Cherif, M. (1999). Asymétrie d'information et financement des PME innovantes par le capital-risque. *Revue d'économie financière*, 54(4), pp : 163-178.
- (12) Convergences (2019). Microfinance barometer 2019. [online] Paris: Convergences. Available at: <<http://www.convergences.org/en/104906-2/>> [Accessed 30 Apr. 2020].

- (13) Drosten, C., Gunther, S., Preiser, W., Van Der, W.S., Brodt, H.R., Becker, S. & al., (2003). Identification of a Novel Coronavirus in Patients with Severe Acute Respiratory Syndrome. *N.Engl.J.Med.*
- (14) Fathi, T., & Gailly, B. (2004). La structure financière des PME de hautes technologies dans B. Quelin and L. Mezghani. *Perspectives en Management Stratégique*, Paris, EMS, pp. 111-132.
- (15) Fauci, A.S., Lane, H.C., & Redfield, R.R. (2020). Covid-19 navigating the uncharted. *The new England Journal of Medicine.*
- (16) Fukutomi, T., Tsunemitsu, H., & Akashi, H. (1999). Detection of bovine coronaviruses from adult cowswith epizootic diarrhea and their antigenic and biological diversities. *Arch.Virol.*, 144(5), pp:997-1006.
- (17) Gritten, A. (2011). New insights into consumer confidence in financial services. *International Journal of Bank Marketing.*
- (18) Hervé, A. (2010). L'impact de la crise sur le rationnement du crédit des PME françaises. *cahier de recherche de DRM*, numéro 6.
- (19) Imane, R. (2016). *Explication du recours à l'endettement financier : cas des PME marocaines*. Thèse de doctorat, Groupe ISCAE.
- (20) Katherine et al. (2020). Compounding crises of social reproduction: Microfinance, over-indebtedness and the COVID-19 pandemic. *World Development*, volume 136, 105087.
- (21) Khuabi, M. L.B. & Mayinga, M. G. (2020). Système d'informations comptables et financières, et performance des petites et moyennes entreprises en République Démocratique du Congo. *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 4(2), pp : 788 – 814.
- (22) Lagadec, P. (1993). *Apprendre à gérer les crises*. Paris : Editions d'organisation.
- (23) Laura,N. (2015). *Facteurs explicatifs de l'endettement des PME belges : Étude empirique sur données de panel*. Mémoire de DEA, Université Catholique de Louvain.
- (24) Lavigne, B. & St-Pierre, J. (2007). Contribution de la comptabilité financière à l'accroissement de la performance des PME et à la réduction de leur vulnérabilité. *Revue de la documentation*, pp. 1279 – 1293 [En ligne].
- (25) Marris, R. (1964). *The economic theory of "managerial "capitalism*. London: Ed. MacMillan.
- (26) Modigliani, F., & Miller, M. H. (1958). The cost of capital, corporation finance and the theory of investment. *The American economic review*, 48(3), pp: 261–297.
- (27) Modigliani, F., & Miller, M. H. (1963). Corporate income taxes and the cost of capital: a correction. *The American economic review*, 53(3), pp: 433–443.
- (28) Myers, S. C. (1977). Determinants of Corporate Borrowing. *Journal of Financial Economics*, pp : 147-175
- (29) Nienaber, A. et al. (2015). Do we banks on regulation or reputation? A meta-analysis and meta-regression of organizational trust in the financial services sector. *International Journal of Bank Marketing*, 32(5), pp. 5-15.
- (30) Oborah, N. (2014). *The Effect of Lending by Microfinance Institutions on the Financial Performance of Small and Medium Enterprises in Nairobi County*. University of Nairobi.
- (31) OCDE (2009). L'impact de la crise mondiale sur le financement des PME et de l'entrepreneuriat et les réponses en termes d'action des pouvoirs publics. *Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local*.
- (32) Ordonnance n°20/014 du 24 mars 2020 portant proclamation de l'état d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de COVID-19

- (33) Oudda, Y., Assaad, I. M., & Bennis, L. (2020). Les retombées de la crise sanitaire Covid-19 sur l'Economie Marocaine. *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 4(2), pp : 452 – 475.
- (34) Peltoniemi, J. & Vieru, M. (2013). Personal guarantees, Loan Pricing and Lending Structure in Finish Small Business Loans. *Journal of Small Business Management*, 51(2), pp: 235-255.
- (35) Terrasson, B. (2020). Les GAFAM à l'heure du COVID-19. *Publié dans siècle digital*, le 23mars 2020.
- (36) Thiam, I. & Ndiaye, S. (2020). COVID-19 et économie numérique dans le monde : Le pari de la réduction de la fracture numérique. *Revue Internationale du Chercheur*, 1(2), pp : 323 – 341.
- (37) Treanor, J. & Falsey, A. (1999). Respiratory viral infections in the elderly. *Antiviral Res.*, 44(2), pp: 79-102.
- (38) Velimir et al., (2019). Countries of former YUGOSLOVIA periphery VS. super-periphery in the great recession and beyond. *Economic annals*, 64(223), pp. 11-38.
- (39) World Bank (2020). Cambodia economic update: Cambodia in the time of COVID-19. Washington, D.C: World Bank. Available at: <<https://www.worldbank.org/en/country/cambodia/publication/cambodia-in-the-time-of-covid-19-coronavirus-economic-update-may-2020>> [Accessed 28 June. 2020].
- (40) Yaakoubi, A., & Riahi, O. (2007). *Les déterminants de la structure du capital des firmes: Revue de la littérature théorique*. Mémoire de DEA, Institut Supérieur de Comptabilité et d'Administration des Entreprises, Manouba, Tunisie.